



Conseil économique
et social

PROVISOIRE

E/1994/SR.40
12 décembre 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Session de fond de 1994

COMPTE RENDU ANALYTIQUE PROVISOIRE DE LA 40e SÉANCE

Tenue au Siège, à New York,
le jeudi 21 juillet 1994, à 15 heures

Président : M. DANGUE REWAKA (Gabon)
(Vice-Président)

SOMMAIRE

Débat général

Questions relatives à l'économie et à l'environnement : rapports des organes subsidiaires, conférences et questions connexes (suite) :

a) Développement durable (suite)

Questions sociales et humanitaires et droits de l'homme : rapports des organes subsidiaires, conférences et questions connexes (suite)

a) Assistance économique spéciale, aide humanitaire et secours en cas de catastrophe (suite)

k) Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (suite)

e) Promotion de la femme

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un memorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Bureau des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza.

En l'absence de M. Butler (Australie), M. Dangué Rewaka (Gabon),
Vice-Président, prend la présidence.

La séance est ouverte à 15 h 30.

QUESTIONS RELATIVES À L'ÉCONOMIE ET À L'ENVIRONNEMENT : RAPPORTS DES ORGANES
SUBSIDIAIRES, CONFÉRENCES ET QUESTIONS CONNEXES (suite) :

a) DÉVELOPPEMENT DURABLE (suite)

Projet de décision E/1994/L.22

Mme CARAVANIDES (Australie), présentant le projet de décision E/1994/L.22, dit que celui-ci rend compte de l'accueil réservé au rapport de la Commission du développement durable (E/1994/33) et de l'adhésion aux décisions et recommandations prises à la deuxième session de la Commission manifestée lors de l'examen de ce point par le Conseil.

QUESTIONS SOCIALES ET HUMANITAIRES ET DROITS DE L'HOMME : RAPPORTS DES ORGANES
SUBSIDIAIRES, CONFÉRENCES ET QUESTIONS CONNEXES (suite)

a) ASSISTANCE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE, AIDE HUMANITAIRE ET SECOURS EN CAS DE
CATASROPHE (suite)

Projet de résolution E/1994/L.21

M. AWAD (Égypte), présentant le projet de résolution E/1994/L.21, indique que celui-ci fait suite à la décision 48/450 de l'Assemblée générale. Les auteurs du projet de résolution sont convaincus que le Conseil est désireux de collaborer à la reconstruction et au développement du Liban et souhaitent que le projet de résolution soit adopté à la session en cours.

M. MBIMBI (Angola), M. MONGBE (Bénin), Mme KABA (Observatrice de la Côte d'Ivoire) et M. RAKOTONDRAMBOA (Madagascar) souhaitent se joindre aux auteurs du projet de résolution E/1994/L.21.

Projet de résolution E/1994/L.23

M. AWAD (Égypte), présentant le projet de résolution E/1994/L.23 au nom du Groupe des États d'Afrique, dit que ce projet appelle l'attention sur les pertes considérables subies par Madagascar à la suite des cyclones et des inondations qui se sont abattus sur ce pays en 1994. Il lance un appel à tous les membres de la communauté internationale pour qu'ils apportent leur aide à Madagascar.

/...

M. SREENIVASAN (Inde) dit que l'Inde souhaite s'associer aux auteurs des projets de résolution E/1994/L.21 et E/1994/L.23.

k) HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS (suite)

Projet de décision E/1994/L.19

M. KUEHL (États-Unis d'Amérique) dit que son ays se félicite de l'intérêt porté au Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, comme en témoignent les demandes présentées par le Bangladesh, l'Inde et la Fédération de Russie en 1993. Le Comité exécutif est le principal organe international chargé de mettre en oeuvre des politiques et des normes admises pour la protection des réfugiés dans le monde entier. Il conseille le Haut Commissariat pour les réfugiés et les nations confrontées à des situations de crise dues à un afflux de réfugiés et est l'un des principaux acteurs du débat international sur les questions relatives aux migrations, aux personnes déplacées et à la fourniture d'une aide humanitaire lors de conflits armés. Le Gouvernement américain réaffirme son attachement au principe de la protection des réfugiés et réitère que tout État est tenu de protéger les personnes réellement fondées à craindre des persécutions, et se réjouit de l'aide qu'apporteront les futurs nouveaux membres.

Le projet de décision E/1994/L.19 est adopté par consensus.

M. SREENIVASAN (Inde) remercie le Conseil de consentir à l'élargissement du Comité exécutif, ainsi que les délégations qui ont manifesté leur satisfaction à l'idée de voir le Bangladesh, l'Inde et la Fédération de Russie devenir membres du Comité. La demande en ce sens présentée par l'Inde témoigne de l'intérêt qu'elle ne cesse de porter au problème des réfugiés et de sa satisfaction face à l'oeuvre accomplie par le HCR. L'Inde respecte et comprend les obligations qui incombent aux États vis-à-vis des réfugiés, sur lesquelles le représentant des États-Unis vient de mettre l'accent, et continuera à aider les réfugiés.

M. FITSCHEN (Allemagne), parlant au nom de l'Union européenne et de l'Autriche, de la Norvège et de la Suède, dit que les membres du Comité exécutif ont un rôle essentiel à jouer pour permettre au Haut Commissariat de mener à bien sa mission. L'Union européenne engage les membres du Comité qui ne l'ont pas encore fait à adhérer aux instruments internationaux pertinents.

/...

M. RAHIM (Bangladesh) exprime sa gratitude aux membres du Conseil pour avoir adopté le projet de résolution. Le Bangladesh accueille un grand nombre de réfugiés et travaille en étroite collaboration avec le HCR pour faciliter leur retour au Myanmar.

e) PROMOTION DE LA FEMME (A/49/38, A/49/204-E/1994/90, A/49/205-E/1994/91; E/1994/68; E/1994/NGO/1)

Le PRÉSIDENT fait observer qu'aux termes de la résolution 48/111 de l'Assemblée générale, le rapport du Secrétaire général sur la fusion envisagée de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme et du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme doit être présenté au Conseil par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB). Dans une lettre datée du 19 juillet 1994, le Président du Comité consultatif l'a informé qu'il ne serait pas possible au Comité d'examiner la question durant sa session ordinaire. En conséquence, à l'issue de consultations avec le Bureau du Conseil, le Président propose de reporter à la reprise de la session du Conseil en septembre 1994 l'examen des questions relatives à la fusion de l'Institut et du Fonds, y compris celle concernant les élections au Conseil d'administration de l'Institut.

Il en est ainsi décidé.

M. FITSCHEN (Allemagne), parlant au nom de l'Union européenne, souhaite se conformer à la décision prise à la suite de la résolution 48/162 de l'Assemblée générale de ne pas revenir sur cette question. Il entend simplement attirer l'attention des délégations sur la déclaration préparée sur la question par l'Allemagne, au nom de l'Union européenne, et communiquée au Conseil.

Décision sur les projets de résolution et de décision

Recommandations formulées dans le rapport de la Commission de la condition de la femme (E/1994/27)

Mme FENG Cui (Chine) dit que la dernière session de la Commission a été particulièrement fructueuse, notamment en ce qui concerne l'attention accordée aux femmes des pays du tiers monde et des zones rurales, et les préparatifs de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. En tant que pays hôte, la Chine se prépare intensivement pour cette conférence, qui a déjà suscité un intérêt considérable dans le pays. La délégation chinoise est

/...

également satisfaite des résultats de la Réunion préparatoire régionale Asie et Pacifique qui s'est tenue à Djakarta.

Mme KAVA (Observatrice de la Côte d'Ivoire) dit que nombre de pays en développement se heurtent à des difficultés financières et techniques pour l'élaboration des rapports auxquels il est fait référence au paragraphe 6 de la résolution 38/10 de la Commission de la condition de la femme, et elle lance un appel au Secrétariat pour qu'il apporte une aide à ces pays de façon qu'ils puissent terminer leurs rapports et participer aux réunions préparatoires régionales.

M. GULEV (Ukraine) fait observer que son pays a participé à la réunion régionale concernant la Conférence et a mis en place un comité d'organisation pour préparer sa participation à la Conférence. Par ailleurs, l'Ukraine souhaite remercier la communauté internationale de l'aide qu'elle lui a apportée à l'occasion de la catastrophe de Tchernobyl.

Le PRÉSIDENT invite le Conseil à se prononcer sur les trois projets de résolution et sur le projet de décision figurant au chapitre premier du rapport de la Commission (E/1994/27). On trouvera dans l'additif 1 du rapport un état des incidences sur le budget-programme de la résolution 38/10 de la Commission.

Projet de résolution I

Le projet de résolution I est adopté par consensus.

Projet de résolution II

Le PRÉSIDENT invite le Conseil à se prononcer sur le projet de résolution II.

M. ISSA (Égypte), parlant au nom du Groupe des États d'Afrique, demande de reporter la prise d'une décision sur le projet de résolution de façon à pouvoir en actualiser le libellé compte tenu des événements survenus récemment en Afrique du Sud.

Il en est ainsi décidé.

Projet de résolution III

Le projet de résolution III est adopté.

/...

Projet de décision figurant au chapitre premier, section B

Le projet de décision est adopté.

M. VARCHAVER (Union interparlementaire) dit que la question de l'autonomisation des femmes est au centre des travaux de l'UIP. Peu de progrès ont été accomplis dans ce domaine au cours de ces 40 dernières années, et, en fait, le pourcentage de femmes parlementaires en Europe a fortement baissé ces dernières années. L'UIP a préparé un plan d'action mettant l'accent sur l'équité et le partenariat entre les sexes et privilégiant l'idée selon laquelle les différences entre hommes et femmes ne doivent pas être niées ni considérées comme un inconvénient mais perçues au contraire comme un atout.

Le PRÉSIDENT invite le Conseil à prendre note du rapport du Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (E/1994/68 et Corr.1) et du rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (A/49/38).

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 16 h 25.